



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 10 – Du 4 au 10 mars 2022

En bref

Afghanistan : Don de l'Inde de 8 000 tonnes de blé pour aider à contrer la crise humanitaire.

Bangladesh : Réduction du différentiel des taux bancaires à 3,12% en janvier. Le Bangladesh signe deux accords de prêts avec la Banque Asiatique de Développement pour 292 M USD. Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin janvier leur niveau d'avant la pandémie. Recul des transferts de 19% en g.a. entre juillet 2021 et février 2022.

Bhoutan : L'Inde accorde une nouvelle subvention de 846 M BTN.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : S&P maintient la prévision de croissance pour l'Inde à 7,8% en 2022/23. Diminution de l'indice PMI des services. Diminution des ventes de véhicules en février. *Finances publiques* : Le gouvernement approuve la création d'une entité chargée de la privatisation des terrains détenus par les entreprises publiques. *Secteur bancaire et marchés financiers* : Dépréciation de la roupie. Le SEBI approuve la future introduction en bourse de la LIC. UPI désormais disponible sur les téléphones mobiles basiques. Arrestation de l'ancienne dirigeante de la NSE. Faible inclusion financière des femmes. *Autres informations* : Un sénateur américain appelle à des sanctions « extraordinairement sévères » contre l'Inde. La numérisation au service des PME durant la crise selon l'ICRIER.

Népal : Augmentation du prix de l'essence. Hausse des dépôts et allègement de la pression sur la liquidité bancaire. La NRB réduit de moitié le quota d'importation d'or à 10 kg par jour.

Pakistan : La SBP laisse inchangé à 9,75% son taux directeur. Le Gouverneur de la SBP préoccupé par la succession de crises à la NBP. Approbation du budget supplémentaire de 1,7 Md USD pour financer les subventions temporaires dans l'énergie. L'administration du fisc (le FBR) annonce une très forte augmentation des impôts sur la propriété. Prêt de 200 M USD à Colombo pour l'achat de riz et de ciment. Le Pakistan qui se prépare à une mauvaise récolte et à une augmentation du prix du blé en 2022 annule sa décision de livrer du blé à l'Afghanistan dans le cadre de l'aide humanitaire.

Sri Lanka : Hausse des taux directeurs de 100 points de base. Dévaluation de la roupie sri lankaise et confusion sur le taux de change. Ouverture d'une importante cimenterie et lancement de la construction d'une aciérie. Nouvelle liste de produits restreints à l'importation.

Afghanistan

Don de l'Inde de 8 000 tonnes de blé pour aider à contrer la crise humanitaire

L'Inde enverra 8 000 tonnes de blé en mars sur les 50 000 tonnes promises par le gouvernement indien au peuple afghan. 2 000 tonnes ont déjà été expédiées en février. Il semblerait cependant que cette réponse ne soit pas suffisante. L'Autorité afghane de gestion des catastrophes naturelles a déclaré avoir reçu l'aide de plus de six pays, dont l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Turkménistan, la Russie, la Chine et le Pakistan. D'après les chiffres disponibles, l'Afghanistan a besoin d'environ 600 millions de tonnes de blé. Fin 2021, le Programme Alimentaire Mondial estimait que plus de la moitié de la population afghane était en proie à l'insécurité alimentaire.

Bangladesh

Réduction du différentiel des taux bancaires à 3,12% en janvier

La marge brute des banques commerciales s'est réduite à 3,12% en janvier (contre 3,19% en décembre dernier). Pour mémoire, le spread était tombé à 2,92% en avril 2020 (faisant suite à une directive de la Banque centrale de plafonner la rémunération des prêts à 9%) et se situait encore à 2,94% en novembre 2020.

Selon la Bangladesh Bank, la rémunération moyenne des dépôts bancaires s'élevait à 4,01% en janvier et le niveau des prêts à 7,13%, contre respectivement 3,99% et 7,18% en décembre dernier. Le spread moyen se situait à 2,35% pour les six banques commerciales publiques, 3,19% pour les 44 banques privées locales et 5,25% pour les neuf établissements étrangers ; il n'était que de 1,82% pour les trois banques spécialisées (agriculture, soutien aux migrants).

La reprise de la demande intérieure, en dépit de l'incertitude causée par la pandémie de la Covid-19, qui a relancé les projets d'investissements privés, et la demande soutenue de crédit (pour

notamment financer les importations) devrait peser sur les taux prêteurs ; par ailleurs, la Bangladesh Bank exige que la rémunération des dépôts à terme (trois mois et plus) ne soit pas inférieure au niveau d'inflation publié trois mois auparavant (5,86% en janvier dernier).

Le Bangladesh signe deux accords de prêts avec la BAsD pour 292 M USD

Le Bangladesh a signé le 1er mars dernier deux accords de prêts avec la Banque Asiatique de Développement (BAsD). Le premier (157 M USD) couvre un programme de lutte contre l'érosion marine porté par le *Bangladesh Water Development Board*, qui vise à protéger 15.400 ha de terres sur les rives des fleuves Jamuna, Padma et Gange et récupérer 8000 ha de terres submersibles (« chars »).

Le second (135 M USD) est destiné à financer l'accès à l'eau potable dans l'agglomération de Dhaka, dans le cadre d'un programme (*Dhaka Environmentally Sustainable Water Supply Project*) porté par Dhaka WASA et doté de 675 M USD ; il est principalement soutenu par la BAsD (250 M USD), la BEI (136 M USD), et l'AFD (64 M USD), le complément étant apporté par le gouvernement.

Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin janvier leur niveau d'avant la pandémie

La reprise de la demande intérieure, en dépit de l'incertitude causée par la pandémie de Covid-19, a relancé les projets d'investissements privés. En baisse régulière depuis septembre 2019, date à laquelle il avait atteint 10,68%, et reculé à un étiage de 7,55% en mai 2021, le taux de croissance annuel des crédits privés est remonté à 11,07% en g.a. en janvier dernier (8^{ème} progression mensuelle consécutive), selon la Banque centrale, soulignant la confiance retrouvée des investisseurs dans la perspective d'une croissance du PIB de 7,2% sur l'exercice en cours, alors que les taux prêteurs sont historiquement bas (plafonnés à 9% depuis avril 2020, ils se situent en réalité entre 5 et 7%).

L'impact de la 4^{ème} vague de Covid-19 en janvier n'a pas été perceptible sur l'activité économique, qui retrouve le niveau de demande de crédits privés d'août 2019.

La dynamique reste toutefois encore très en deçà des objectifs de la Banque centrale (+14,8% à fin juin 2022 à la clôture de l'exercice budgétaire), mais très proche de la cible d'une croissance de 11% fin 2021 (10,68% en décembre). La demande de crédit est soutenue par les importations, en très forte hausse ces derniers mois, en particulier du fait des achats de biens d'équipements et de la montée des cours des matières premières.

Les importations ont progressé de 54% en g.a. sur la période de juillet à décembre 2021 pour atteindre 38,97 Mds USD (+70% sur les biens intermédiaires). Par ailleurs, le règlement des lettres de crédit en janvier dernier représentait 6,41 Mds USD, établissant un nouveau record après le mois de décembre 2021 (6,0 Mds USD).

Recul des transferts de 19% en g.a. entre juillet 2021 et février 2022

Malgré une timide reprise observée en décembre et janvier dernier qui faisait suite à cinq mois consécutifs de baisse, le volume de transferts depuis l'étranger a chuté à 1,5 Md USD en février.

Sur les huit premiers mois de l'exercice en cours, les transferts atteignent 13,4 Mds USD, marquant une baisse de 19% en g.a. La cible de 26 Mds USD anticipée en juin dernier par la Banque centrale ne sera pas atteinte fin juin 2022.

Le Bangladesh a reçu 22,07 Mds USD de transferts des expatriés en 2021 (année calendaire), contre 21,74 Mds USD en 2020 et 18,33 Mds USD en 2019.

Bhoutan

L'Inde accorde une nouvelle subvention de 846 M BTN

Selon un [communiqué](#) de l'ambassade d'Inde à Thimphu, le gouvernement indien a débloqué une subvention supplémentaire de 846 M BTN

(11,1 M USD) pour faciliter la mise en œuvre de quelque 80 projets de développement dans les secteurs de l'agriculture, de la connectivité, du développement industriel de l'éducation, de la santé et du numérique.

Pour rappel pour le 12^{ème} plan quinquennal (2018-2023) du Bhoutan, le gouvernement indien s'est engagé à fournir un soutien financier de 45 Mds BTN (590 M USD), dont 28 Mds BTN d'aide liée à des projets, 8,5 Mds BTN d'aide à des projets de développement communautaire à fort impact et 8,5 Mds BTN de subventions de programme.

Inde

Indicateurs macro-économiques

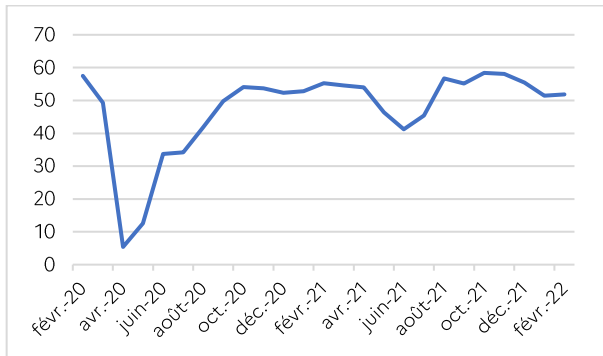
S&P maintient la prévision de croissance pour l'Inde à 7,8% en 2022/23

L'agence de notation conserve sa prévision de croissance à 7,8% pour 2022/23 mais alerte sur le niveau élevé de l'inflation, le manque de dynamisme de la demande et les incertitudes liées aux effets de la crise en Ukraine sur l'économie indienne. L'agence CRISIL anticipe les mêmes performances concernant la croissance avec une inflation estimée à 5,4% pour 2022/23.

Diminution de l'indice PMI des services

L'indice PMI des services atteint 51,8 en février, en légère hausse de 0,6% par rapport à janvier et en baisse de 6,3% par rapport à février 2021. L'indice, supérieur à 50 reflète toujours une progression de l'activité, dont le rythme stagne cependant depuis deux mois après avoir atteint 55,5 en décembre et 58,4 en novembre, alors que les restrictions sanitaires tendent à disparaître.

PMI Services India IHS Markit



Diminution des ventes de véhicules en février

Selon les données de la *Federation of Automobile Dealers Association*, les ventes de véhicules ont été peu dynamiques en février et connaissent une diminution par rapport à février 2021 de 10,7% pour les deux-roues et de 7,8% pour les voitures particulières. Cette tendance est le signe que l'économie indienne n'a pas tout à fait retrouvé sa dynamique d'avant-covid et que les chaînes d'approvisionnement restent perturbées en raison de la pénurie de semi-conducteurs, sachant que la Russie est un des plus grands producteurs de palladium et l'Ukraine de gaz néon, deux composants essentiels des semi-conducteurs.

Finances publiques

Le gouvernement approuve la création d'une entité chargée de la privatisation des terrains détenus par les entreprises publiques

Le gouvernement a approuvé la création de la *National Land Monetization Corporation* (NLMC), une entreprise publique, chargée de privatiser les excédents fonciers des entreprises publiques (*central public sector enterprises* CPSEs) et agences gouvernementales. Selon les CPSEs, il y aurait près de 3 400 acres de terrains non utilisés. La NLMC aura un capital initial de 50 Mds INR (656 M USD) et un capital libéré de 1,5 Md INR. Cette décision, s'inscrit dans le vaste plan de privatisation du gouvernement étendu sur plusieurs exercices et dans divers domaines : l'assurance (LIC), les transports (Air India) ou encore la banque et l'énergie. Le budget pour

l'exercice 2022/23 prévoit des recettes de cessions d'actifs à 650 Mds INR (8,5 Mds USD), soit 2,9% des recettes totales.

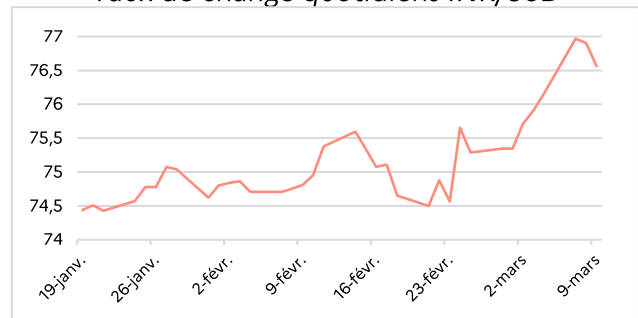
Secteur bancaire et marchés financiers

Dépréciation de la roupie

La monnaie indienne s'est dépréciée ces deux dernières semaines pour atteindre 76,58 INR/USD en moyenne cette semaine, soit une dépréciation de 1,4% par rapport à la semaine du 25 février au 3 mars (75,52 INR/USD) et de 2,31% par rapport à la semaine du 18 au 24 février qui a précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie (74,85 INR/USD). La dépréciation a été la plus forte le 7 mars à 76,97 INR/USD. En réaction, la Banque centrale indienne a effectué un swap de change de 5 Mds USD le 8 mars, qui a conduit à une légère appréciation de la devise à 76,57 INR/USD le 9 et à 76,31 INR/USD le 10 (-0,86% par rapport au 7 mars).

L'Inde est le troisième importateur de pétrole brut au monde et la hausse des prix - le baril de brut a atteint 127,9 USD au 9 mars - creuse le déficit commercial et le compte courant de l'Inde, affecte la roupie et aura des conséquences sur l'inflation, structurellement élevée (6,01% en janvier 2022).

Taux de change quotidiens INR/USD



Le SEBI approuve la future introduction en bourse de la LIC

L'autorité de régulation des marchés financiers indiens, le *Securities and Exchange Board of India* (SEBI) a approuvé l'introduction en bourse

prochaine de la *Life Insurance Corporation*. Le gouvernement proposera environ 316 millions d'actions pour un montant estimé à 600 Mds INR (8 Mds USD), équivalent à 5% du capital de la LIC. Toutefois, l'introduction pourrait être reportée en raison des perturbations liées à la crise en Ukraine. En effet le 24 février date de l'invasion russe, la Bourse de Bombay et la *National Stock Exchange* ont chuté respectivement de 4,7% et 5% et ne sont toujours pas revenues au niveau précédant la crise géopolitique, en clôturant le 10 mars à 55 371 et 16 563, soit une diminution de 3% par rapport au 23 février.

UPI désormais disponible sur les téléphones mobiles basiques

La Banque centrale indienne a récemment rendu compatible la plateforme de paiement en ligne UPI sur les téléphones mobiles basiques, autres que les smartphones et ce sans connexion internet. La mesure vise à favoriser l'inclusion financière, alors qu'on estime à 440 millions le nombre d'utilisateurs de téléphones basiques contre 740 M pour les smartphones.

Arrestation de l'ancienne dirigeante de la NSE

L'autorité de régulation des marchés financiers indiens, le *Securities and Exchange Board of India* (SEBI), a révélé que Chitra Ramkrishna, l'ancienne dirigeante de la *National Stock Exchange*, première bourse du pays, était sous l'emprise d'un « guide mystique », avec lequel elle partageait des informations confidentielles et demandait conseil entre 2013 et 2016. Le conseil d'administration de la NSE aurait été au courant de ces échanges d'informations confidentielles mais n'est pas intervenu. Le SEBI a sanctionné la NSE de 20 M INR d'amende et d'une interdiction de lancer de nouveaux produits pendant six mois et Chitra Ramkrishna d'une amende de 30 M INR (près de 400 000 USD) et d'une interdiction de travailler pour une Bourse pendant trois ans. Il semblerait que le guide mystique n'était autre qu'un employé de la NSE, Anand Subramanian, sans expérience dans le secteur et qui pourtant, sur les conseils du « guide », a été promu à plusieurs postes-clés dont celui de directeur des opérations en 2015. Selon le SEBI, Chitra

Ramkrishna lui a accordé « des augmentations fréquentes, arbitraires et disproportionnées ». Il a été arrêté et condamné par le SEBI à une amende de 20 M INR, ainsi que Ravi Narain directeur de la NSE jusqu'en 2013.

Faible inclusion financière des femmes

L'accès au crédit pour les femmes, malgré d'indéniables progrès, reste faible en Inde. En effet, le pourcentage de femmes qui se sont vu accorder un prêt est de 12% en 2021 contre 6% il y a cinq ans, selon une étude de TransUnion Cibil, alors même que le taux d'impayés pour les crédits accordés aux femmes est inférieur à celui des hommes : 5,2% contre 6,9%.

Autres informations

Un sénateur américain appelle à des sanctions « extraordinairement sévères » contre l'Inde

Le sénateur républicain de l'Etat du Texas Ted Cruz a appelé à des sanctions « extraordinairement sévères » contre l'Inde, dans le cadre du *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* de 2017, pour avoir acheté des missiles S-400 russes en 2018 et dont une première partie a été livrée en décembre 2021.

La numérisation au service des PME durant la crise selon l'ICRIER

Selon la récente [étude](#) *MSMEs Go Digital - Leveraging Technology to Sustain during the Covid-19 Crisis* du think tank *Indian Council for Research on International Economic Relations* (ICRIER) menée auprès de 1 537 PME entre juin et août 2021, la numérisation a constitué un mécanisme d'adaptation clé pour les PME afin de surmonter les restrictions sanitaires. L'étude montre que la part des ventes en ligne sur le total des ventes est ainsi passée de 19% en 2019/20 à 27% en 2020/21 et que la numérisation a permis à ces entreprises d'augmenter leurs profits et de recruter davantage. Toutefois seules 12% des PME interrogées possèdent leur propre site de vente en ligne, les autres dépendant de plateformes. Par ailleurs, les PME qui se tournent

vers le numérique sont confrontées à de multiples défis: comment cibler les clients, entretenir la relation client, encore gérer la concurrence et surtout former les employés au numérique.

Népal

Augmentation du prix de l'essence

Depuis plus d'un mois, le prix du carburant ne cesse d'augmenter. Cette semaine, le monopole public de distribution du carburant *Nepal Oil Corporation*, a significativement augmenté les prix de l'énergie: de 3,5% pour le pétrole, passant de 145 NPR/L (1,19 USD) à 150 NPR/L (1,23 USD), tandis que pour le diesel, le prix du litre a connu une hausse de 3,9%, passant de 128 (1,05 USD) NPR à 133 (1,09 USD). Sur le mois, le pétrole connaît une augmentation de 7,9% et le diesel de 9% (les prix le 2 février étaient de 139 NPR/L et de 122 NPR/L, soit respectivement, 1,13 USD et 1 USD). Les stations-service à travers le Népal ont refusé d'acheter du carburant à la *Nepal Oil Corporation* depuis le 4 mars, protestant contre la décision de la société de réduire la commission que les concessionnaires recevaient pour chaque litre de carburant vendu. Il pourrait se produire une crise sur le marché une fois le stock épuisé, affectant divers secteurs de l'économie népalaise. En effet, le Népal est largement dépendant des importations d'énergie qui représentent 17,4% du total des importations népalaises, or sous l'effet de la crise en Ukraine le prix du baril de brut a atteint un niveau record à 127,9 USD au 9 mars selon l'OPEC.

Hausse des dépôts et allègement de la pression sur la liquidité bancaire

Le relèvement par les banques de 10% des taux de rémunération des dépôts depuis le 13 février commence à porter ses fruits. En effet, selon la *Nepal Bankers Association*, les dépôts ont augmenté de 11 Mds NPR entre le 26 février et le 4 mars, soit une hausse de 0,26% (le 25 février, les dépôts étaient de 4313,40 Mds NPR), tandis que les crédits ont augmenté de 5 Mds NPR au cours

de la même période, soit une hausse de 0,12% (le 25 février, les crédits étaient de 4164 Mds NPR). Les dépôts surpassent ainsi les crédits à 4,3 Mds NPR contre 4,2 Mds NPR pour les crédits. Le *Loan-to Deposit ratio* redevient inférieur à 100%.

Cette tendance est bienvenue alors que la demande très dynamique de crédits conjuguée à une évolution atone des dépôts et la reprise des importations pesaient sur la liquidité, tout en alimentant la crainte d'une diminution marquée des réserves de change. En effet, les encours de crédit ont progressé de 26,3% en 2020/21 (exercice débuté mi-juillet) mais souvent non dirigés vers des secteurs non productifs dans un contexte de marge de manœuvre limitée pour diversifier les portefeuilles de prêts au-delà des secteurs de l'immobilier, des terrains et de la construction. Par ailleurs, bien que les données de la Banque centrale (NRB) montrent une bonne capitalisation des banques commerciales, avec des ratios de fonds propres au-dessus des préconisations de Bâle III, ces indicateurs masquent probablement des vulnérabilités (surtout avec la rapide expansion du crédit) et probablement une sinistralité accrue en termes de créances douteuses, une fois les dispositifs de suspension du service de la dette (*forbearance*) caducs, ce qui impliquera des besoins de recapitalisation du secteur bancaire.

La NRB réduit de moitié le quota d'importation d'or à 10 kg par jour

La Banque centrale (Nepal Rastra Bank, NRB) a réduit le quota d'importation d'or afin de freiner l'épuisement des réserves de change du pays. Elle a déclaré que les banques ne sont désormais autorisées à importer que 10 kg d'or par jour. Son dernier rapport a révélé que les importations d'or avaient presque doublé pour atteindre 23,26 Mds NPR (190 M USD) au cours des six premiers mois de l'exercice en cours, contre 12,21 Mds NPR (10 M USD) au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela peut s'expliquer par le fait que le premier semestre de l'exercice népalais compte près de 17 fêtes religieuses. Lors de l'exercice précédent les célébrations n'ont pas eu lieu, en raison de la pandémie de Covid-19. Sur la base des importations de six mois de 2021/22, les réserves

de change du secteur bancaire sont suffisantes pour couvrir les importations de marchandises prévues pour 7,2 mois, et les importations de marchandises et de services pour 6,6 mois, selon le rapport de la Banque centrale.

Pakistan

La SBP laisse inchangé à 9,75% son taux directeur

Le marché s'attendait à un *statu quo* du taux d'intérêt après que la Banque d'État du Pakistan (SBP) eût fortement fait allusion au *statu quo* du taux directeur à l'avenir (en mars et au-delà) dans son annonce de politique monétaire en janvier 2022.

La SBP considère (i) « que le taux directeur décidé en décembre 2021 reste suffisant pour le prochain mois et demi pour maîtriser l'inflation qui atteignait, en glissement annuel, 13% en janvier 2022 et 12,2% en février » ; (ii) qu'avec l'actuel taux directeur, l'objectif de croissance économique d'environ 4,5% pour 2021/22 reste accessible. (iii) En contrepoint à ce discours, la SBP considère que « si une hausse des taux était nécessaire prochainement, elle serait progressive et modérée ».

Le Gouverneur de la SBP préoccupé par la succession de crises à la NBP

Parallèlement aux amendes américaines (*voir brèves n°9*), la NBP est également confrontée à une affaire de non-versement de pensions à d'anciens employés de longue durée. Le passif potentiel (*contingent liabilities*, non-provisionné par la NBP), en cours de jugement à la Cour suprême du Pakistan, pourrait s'élever à plus de 411 M USD (70 Mds PKR). Le système informatique de la NBP est par ailleurs le seul du système bancaire à avoir fait l'objet d'une cyber-attaque au Pakistan au cours de l'été 2021.

Le Gouverneur de la Banque centrale a indiqué que la pénalité imposée à la banque et l'incertitude quant à l'issue de l'affaire de responsabilité sur le dossier des financements du système de retraite ont un impact significatif sur la réputation, la rentabilité et le ratio

d'adéquation des fonds propres de la banque. Il rappelle également qu'étant la seconde banque du Pakistan, la NBP est une « institution financière d'importance systémique », du fait de son rôle de courroie des politiques définies par la SBP à destination des PME ou de la politique d'aide à l'exportation, par exemple.

Approbation du budget supplémentaire de 1,7 Mds USD pour financer les subventions temporaires dans l'énergie

Le Comité de coordination économique (ECC) du Premier ministre a approuvé la réduction des prix de l'électricité de 5 PKR par kW pendant quatre mois pour les consommateurs moyens d'électricité (les très gros utilisateurs sont exclus du schéma). L'ECC indique que tout retard dans l'exécution de ces paiements par le ministère des Finances pourrait compliquer la situation financière des sociétés de production d'électricité (chinoises) qui n'ont pas reçu de compensation financière par rapport à la « dette circulaire ». La subvention affectée aux carburants a été finalement arrêtée à 2,86 PKR le litre. Un mécanisme spécial de décaissement pour payer la subvention sera mis en place dans les 15 jours. Le compte d'affectation spéciale sera abondé avec un montant initial de 20 Mds PKR. Le Gouvernement a par ailleurs (i) réglé une partie des subventions (20 Mds USD) en retard que les distributeurs de carburants avaient avancées dans le cadre du programme Ehsaas pour les consommateurs très pauvres qui bénéficiaient d'une ristourne de 10 PKR le litre et (ii) il s'engage à verser la totalité des subventions non-payées.

L'administration du fisc (le FBR) annonce une très forte augmentation des impôts sur la propriété

Le FBR annonce que le travail de « cartographie des propriétaires fonciers » qui révisé la valeur foncière des logements a débouché sur des prévisions d'augmentation des revenus fonciers dans les six grandes villes du pays (Karachi, Lahore, Peshawar et les villes jumelles d'Islamabad et de Rawalpindi) allant au minimum de +22% pour les quartiers les plus modestes jusqu'à +200% dans les quartiers les plus huppés.

Prêt de 200 M USD à Colombo pour l'achat de riz et de ciment

Les termes et la durée du prêt seraient en cours de finalisation par les autorités des deux pays. L'accord a été confirmé par le secrétaire au Trésor du Sri Lanka, Sajith Attiyagalle.

Le Pakistan qui se prépare à une mauvaise récolte et à une augmentation du prix du blé en 2022 annule sa décision de livrer du blé à l'Afghanistan dans le cadre de l'aide humanitaire

Le Comité de coordination économique (ECC) est à l'origine de l'annulation d'un don à l'Afghanistan d'une valeur de 2,5 Mds PKR qui devait être effectué en mars 2022 (le Pakistan a livré du blé à l'Afghanistan en décembre 2021 pour une valeur de 670 M PKR).

Le ministère de la sécurité alimentaire annonce (i) que devant la forte hausse du prix du blé, ces fonds destinés initialement au don de blé qui devait être livré à l'Afghanistan allait être réaffecté au « Pakistan Agriculture Storage and Services Corporation » (Passco) qui devait prendre des précautions du fait de la plus faible récolte attendue en 2022 ; (ii) que les services du ministère de la sécurité alimentaire avaient demandé au Passco d'acheter 2,5 millions de tonnes métriques de blé pour un prix maximal de 100 Mds PKR (le chiffre est débattu à l'ECC qui craint qu'il ne soit largement sous-estimé et qu'il n'entraîne une non-livraison comme cela avait été le cas à l'automne 2021 lorsque le Pakistan a géré les commandes de GNL); (iii) que le prix interne d'achat du blé (dit prix de soutien) aux agriculteurs fixé au début à 2 200 PKR à 1 950 PKR venait d'être révisé du fait de la pénurie sur le marché qui résulte de la guerre en Ukraine et du dé-subventionnement partiel du prix des engrais en 2021.

Pour sa part, le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS) signale déjà que le prix moyen des 40 kg de blé sur le marché pakistanais en février 2022 dépassait largement le prix de rachat de 1 950 PKR fixé par le ministère (le prix moyen des 40 kg de blé était acheté à 2 532 roupies les 40 kg).

Sri Lanka

Hausse des taux directeurs de 100 points de base

La Banque centrale (CBSL) a décidé de procéder le vendredi 4 mars à une hausse de ses taux de refinancement (SLFR) et de rémunération des dépôts (SDFR) de 100 pb, qui passent à 7,50% et 6,50% respectivement. La mesure représente la plus forte hausse depuis 20 ans, et fait suite à une précédente hausse de 50 pb en janvier. Le ratio de réserves réglementaires (SRR) reste inchangé, à 4,00%.

La CBSL revoit par ailleurs à la hausse (+ 200 pb) les plafonds imposés aux taux d'intérêt annuels applicables aux avances de fonds sur cartes de crédit, à 20 %, aux découverts temporaires autorisés, à 18 %, et aux prêts sur gage, à 12 %.

La CBSL entend lutter contre une inflation galopante, à 15,1% en g.a. en février (10,9% pour l'inflation sous-jacente), qu'elle attribue à des pressions aussi bien du côté de l'offre (hausse des cours internationaux, levée des prix réglementés, pénuries sur le marché domestique) que de la demande, tirée par des politiques monétaire et budgétaire accommodantes.

La CBSL profite par ailleurs de ce communiqué pour prescrire au gouvernement des mesures économiques urgentes en huit points, dont une restriction des importations non-essentiels, une hausse immédiate des prix de l'énergie, une hausse soutenue de la collecte fiscale et un report des projets d'investissement non-essentiels.

Dévaluation de la roupie sri lankaise et confusion sur le taux de change

Après s'y être longtemps refusée et alors que l'écart avec le marché noir grandissait (jusqu'à 1 USD = 260 LKR), la CBSL a annoncé le lundi 7 mars une « plus grande flexibilité » du taux de change USD/LKR, jusque-là fixé à 1 USD = 203 LKR. Dans son communiqué officiel, la Banque centrale estimait que les transactions n'auraient pas lieu à des niveaux supérieurs à 1 USD = 230 LKR, un niveau interprété un temps par les banques comme un nouveau plafond maximal autorisé. Au cours d'une réunion avec celles-ci, le

gouverneur de la Banque centrale N. Cabraal a par la suite évoqué un régime de change flottant. Sans indication claire de la Banque centrale, la confusion a régné mardi 8 et mercredi 9 mars, et l'activité sur le marché des changes restait limitée. Le jeudi 10 mars, la Banque centrale a rapporté un taux de change moyen pour le dollar de 260 LKR à la vente et 250 LKR à l'achat. La dépréciation de la roupie sri lankaise atteint ainsi 28%.

Ouverture d'une importante cimenterie et lancement de la construction d'une aciérie

L'usine Lanwa Sanstha Cement (Ceylon Steel Corporation) a été inaugurée par le Président Gotabaya Rajapaksa et le Premier ministre Mahinda Rajapaksa le 7 mars dans l'Export Processing Zone de Mirijjawila, à Hambantota. La phase 1, qui a bénéficié d'un investissement de 100 à 120 MUSD, permettra une production annuelle de 2,8 Mt, ce qui équivaut à 40% des besoins en ciment de Sri Lanka. Grâce à un investissement de 60 M USD supplémentaire, la phase 2 portera la capacité totale de production à 4 Mt. Dans le même temps, le Président a posé la première pierre de la nouvelle usine de

production d'acier du groupe Ceylon Steel, qui bénéficiera d'un investissement de 400 M USD et dont l'entrée en fonctionnement est prévue fin 2024.

Nouvelle liste de produits restreints à l'importation

Dans l'objectif de contenir les importations jugées non-essentiels et de préserver ainsi les réserves de change, tombées à un nouveau plancher de 2,3 Mds USD (5 semaines d'importations) fin février 2022, le gouvernement a publié une nouvelle liste de 367 produits pour lesquels une licence d'importation est exigée à partir du 10 mars. La liste recouvre essentiellement certains produits alimentaires (produits laitiers, fruits, farines et amidons, aliments préparés, chocolat et pâtes), les vins et spiritueux, les cigarettes et autres produits du tabac, les parfums, cosmétiques et produits d'hygiène, certains tapis, vêtements comprenant du caoutchouc, cuir ou plastique, les articles ménagers et de cuisine, les appareils électroménagers, montres et jouets.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC	Négative	CC	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international